

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2023)
Heft: 3

Artikel: Le Mali au cœur d'une "sourde" guerre de l'ombre entre la France et la Russie
Autor: Dupuy, Emmanuel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1042020>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

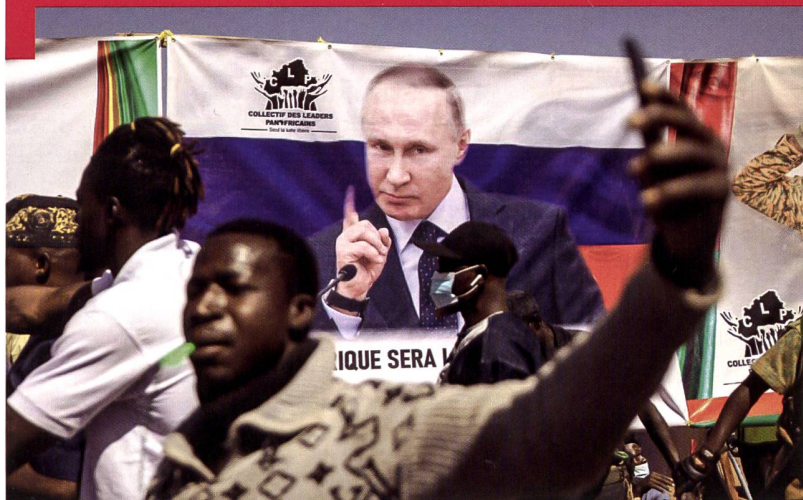
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La présence d'entreprises militaires privées d'origine russe est attestée dans 16 pays africains. Cette présence explique au moins en partie la réticence de dirigeants africains à condamner l'attaque militaire russe contre l'Ukraine.

International

Le Mali au cœur d'une « sourde » guerre de l'ombre entre la France et la Russie

Emmanuel Dupuy

Président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe (IPSE)

Bien que le président russe Vladimir Poutine ne mentionne jamais explicitement la présence de la société militaire privée (SMP) Wagner, au Mali, pour qui cherche bien, la présence russe s'affirme bel et bien à Bamako. Revenu, il y a peu, de la capitale malienne, j'ai pu constater que la présence russe, bien que peu visible ostensiblement, est dans toutes les conversations...

La Russie a ainsi signé des accords commerciaux (en juin 2019) avec les autorités maliennes, celles d'avant et après le putsch d'août 2020. La Russie a désormais, du reste, des accords de coopérations militaires avec tous les pays membres du G5-Sahel, dont le dernier avec la Mauritanie, signé le 25 juin dernier. Moscou a signé un accord de coopération similaire en matière de sécurité et de défense, avec le Nigéria en août 2021, avec le Cameroun en avril dernier.

Wagner est ainsi présente et désormais active dans pas moins de 14 pays africains. Il s'agit notamment de la Libye où ses membres seraient près de 2000 depuis 2017, ainsi que de la République Centrafricaine, où l'on estime à 900 à 1000 supplétifs de Wagner. Il y avait 450 mercenaires au début de l'année 2018 (dans la foulée de l'accord de défense Russie-RCA de mai 2018), donc le double de ce qu'il y a aujourd'hui. On comptabilise aussi 300 sous-traitants de Wagner au Mozambique (luttant contre le mouvement *al-Shabaab* dans la province du Cabo Delgado, dans le Nord-est du pays), 300 au Soudan (notamment pour assurer la protection de la prochaine base navale russe à Port Soudan).

Wagner, son PDG, Evgueny Progojine et son fondateur, Dimitri Outkine, désormais sous sanctions européennes depuis décembre 2021, ont également signé des contrats en RDC, au Rwanda, en Angola, au Zimbabwe, au Lesotho, avec le royaume d'Eswatini, au Botswana, à Madagascar, en Guinée, en Guinée-Bissau et bien sûr, désormais, au Mali depuis quelques semaines, bien que ce ne soit pas encore confirmé par les autorités militaires de transition.

D'ailleurs, si cette réalité semble avoir été invalidée par ce qu'a dit le président Vladimir Poutine, ce dernier s'est bien gardé de mentionner un quelconque lien avec cette société militaire privée russe. En revanche, le président russe a bien confirmé implicitement que la Russie était très présente militairement sur le continent africain. Ce sont désormais une quarantaine d'accords d'assistance militaire qui ont été contractés avec les pays africains, notamment, celui de juin 2019 signé avec le Mali, auquel Vladimir Poutine faisait référence.

C'est sous l'égide de celui-ci que la Russie a livré quatre hélicoptères de transport de troupes MI-17 au Mali, le 30 septembre dernier, complétés par deux hélicoptères d'attaque MI-35 et des radars de surveillance aérienne 59N6-TE, en mars dernier.

Le montant de la coopération bilatérale entre Moscou et Bamako est, du reste, parfaitement connu et quantifiable : 23 millions de dollars en 2020, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI).

On observe ainsi effectivement une stratégie russe multidimensionnelle en Afrique. Si l'on ne prend que la dimension militaire, l'on peut déjà se focaliser sur les importantes capacités d'exportations d'armement russes. L'Égypte et l'Algérie sont sur le continent africain les deux principaux clients, avec respectivement 2.8 milliards et 4,1 milliards de dollars, le troisième étant l'Angola avec 500 millions de dollars ; vient ensuite le Nigéria avec 160 millions, le Soudan avec 125 millions et l'Éthiopie avec 70 millions, etc. Le contrat d'équipement des FAMA a été signé en décembre 2020 ; il est entré en vigueur en juin 2021. Vladimir Poutine confirme ainsi, entre les lignes, qu'il y a bel et bien des Russes présents sur le territoire malien.

Nous pouvons d'autant moins douter du lien entre Wagner et la Russie qu'il existe le même lien entre les entreprises de service de sécurité et de défense (ESSD) ou sociétés militaires privées Blackwater (devenu Academi), Relyant,

Constellis, Dyncorp International et les Américains; Executive Outcomes pour les britanniques; Frontier Services Group (FSG) pour la Chine; SADAT pour la Turquie, Dyck Advisory et Paramount Group pour l'Afrique du Sud...

Evidemment, ces sociétés sont domiciliées dans des pays et ont des affiliations par rapport aux contrats qui leur sont « octroyés » par les Etats dont ils sont originaires, en adéquation avec les opérations militaires de stabilisation des Etats avec lesquels ils contractent, ainsi que de opérations onusiennes de maintien de la paix. Ce n'est ainsi guère étonnant que l'on trouve en Syrie, des supplétifs de Wagner qui ont pu prêter main forte au déploiement des 5000 soldats Russes à partir de septembre 2015. 25% des revenus pétroliers syriens transitent ainsi – depuis 2016, à travers la société « écran » Evro Polis, liée à Wagner et à son PDG Evgueny Prigouine.

Il n'est pas étonnant non plus que l'on trouve des supplétifs Wagner qui ont été utilisés dans l'annexion de la Crimée en 2014, et le sont encore dans la continuité des actions menées par la Russie dans le Donbass. Il semble se confirmer que plusieurs centaines de mercenaires biélorusses et ukrainiens de Wagner ont déjà plié bagage de RCA et le Libye au gré de l'évolution opérationnelle plus compliquée que prévue par Moscou du conflit opposant la Russie à l'Ukraine.

Oui, il y a bien des Russes présents sur le territoire malien !

Qu'ils soient 200 ou 400, comme certaines sources l'indiquent n'a guère d'importance. Ce qui est bien plus important, c'est que ces derniers – soient-ils issus des rangs de Wagner ou qu'il s'agisse de formateurs militaires russes – sont dorénavant engagés aux côtés des forces armées maliennes (FAMA). Ils seraient actuellement déployés à Ségou, à 200 km au Nord de Bamako, ainsi que dans la région de Bandiagara et de Bankass, dans la région de Mopti, dans le cercle de Koro, précisément, là où opèrent déjà les milices d'autodéfense *Dana Amassagou*, supplétifs des FAMA contre les groupes armés terroristes, notamment le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM). Certains bruits insistants évoquent tant l'explosion d'un véhicule blindé russe qui aurait fait des victimes que la capture de deux ressortissants russes par les Djihadistes.

L'on a bien évoqué le chiffre de 10 millions de dollars par mois que coûterait cette « externalisation » et « russification » de certaines fonctions militaires (formation, entraînement, protection) au profit du groupe Wagner, sans que l'on sache réellement comment le Mali, désormais sous lourdes sanctions de la part de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'UE, pourra honorer son contrat. Cela se ferait-il au prix de l'obtention de licences d'exploitation minière (notamment aurifère), comme ce fut le cas avec Wagner en RCA ?

On le comprend, beaucoup d'incertitudes planent encore sur la présence russe au Mali. Ce qui est certain, c'est que c'est bel et bien vers un scénario centrafricain que la « génération de force » et « montée en puissance » des moyens militaires (officiels ou officieux) russes nous entraîne au Mali. Il convient ainsi de se rappeler que les

autorités centrafricaines avaient, elles aussi, mal compris et pas accepté la décision française de mettre fin à l'opération militaire française *Sangaris* (5 décembre 2013 – 31 octobre 2016). Il faut rappeler aussi l'amertume exprimée par les présidents et autorités placées à la tête de la transition centrafricaine, qu'il s'agisse de Catherine Samba-Panza, Alexandre-Ferdinand N'Guendet ou encore du président de l'Assemblée nationale Karim Meckassoua...

Cela n'est pas sans rappeler quelque peu les propos peu amènes du Premier ministre malien Choguel Kokala Maïga, à la tribune de l'Assemblée générale de l'ONU, en septembre dernier, quant à la décision française de redéploiement de l'opération *Barkhane*. Ce dernier avait parlé d'une « France qui lâchait le Mali en plein vol ». Depuis lors, l'Ambassadeur de France à Bamako a été rappelé à Paris. Les accords de coopération en matière de sécurité (7-8 mars 2013 en ce qui concerne *Serval*, applicable à *Barkhane*, à partir de juillet 2014, complétés par leur protocole additionnel du 6-10 mars 2020, pour *Takuba*) liant la France et le Mali, dans le cadre de *Serval* (janvier 2013 – août 2014) puis *Barkhane* et ce que devait être son « européanisation », à travers *Takuba*, ont été scrupuleusement dénoncés avec insistance par Bamako.

Désormais, les troupes françaises encore présentes au Mali (2500) sur les bases de Gao et Menaka, sont priées par Bamako, de plier bagage plus rapidement que prévu par Paris, d'ici novembre prochain.

Comparaison n'est pas raison, certes, entre le Mali et la RCA, aurait-on presque envie de dire. Pourtant, en RCA, c'est grâce et dans la foulée du départ des militaires français que la Russie renforçait son assise politico-économico-militaire à Bangui.

Le scénario semble s'esquisser dans la même veine au Mali.

Le départ des militaires français du Mali (opération *Barkhane* et Task Force *Takuba*), que le président Emmanuel Macron a annoncé mercredi 16 février dernier, à Paris, en présence de plusieurs chefs d'état sahéliens, africains et européens, à la veille du 6^e Sommet UE-UA (17-18 février, à Bruxelles), risque de produire le même effet démultiplicateur, qui devrait voir le nombre de Russes augmenter significativement, en conséquence du départ des troupes françaises du Mali.

On le perçoit déjà, du reste, alors que les actions antiterroristes menées depuis quelques jours par Wagner s'accompagnent déjà de la prise en otages de deux sous-traitants par les groupes armés terroristes, vraisemblablement le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM, sous l'égide de Iyad Ag Ghali).

Il y aurait aussi eu un véhicule qui a sauté sur un engin explosif improvisé (IED), il y a quelques jours, près de Bandiagara, alors que l'on ne sait toujours pas s'il y a eu des morts ou des blessés. Du reste, plusieurs membres de Wagner auraient été tués au cours de l'assaut polémique sur la ville de Moura, présenté comme un massacre de populations civiles pour certains (300 victimes, selon le rapport du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU, dont la publication est attendue avec impatience par

Paris, Bruxelles et Washington et avec la vive inquiétude par Moscou et Bamako) et présenté – pour d'autres – comme le cœur d'une opération d'envergure contre les Djihadistes, visant le bastion tradition du GSIM, dans le Cercle de Djenné, du 23 au 31 mars dernier.

Tout ceci confirme, en tout état de cause, l'avantage pour Moscou de faire la guerre par « dérivation », et par personne interposée. L'Iran ne fait-elle pas la même chose avec ses « proxies », à l'instar du *Hezbollah* au Liban, les milices *Hachd-al-Chaabi* en Irak et les rebelles houthis au Yemen? La dimension économique et religieuse en plus, évidemment...

La Russie ne fait pourtant toujours pas la guerre sur le continent africain. Moscou ne lutte pas contre le terrorisme, sauf à travers les accords de défense et les coopérations militaires évoquées précédemment. En même temps, elle est perçue comme bien plus efficace dans son action menée en Libye, en Centrafrique, au Mali, contre les forces en lice, qu'il s'agisse des milices libyennes proches des Frères musulmans, des groupes rebelles centrafricains ou encore des mouvements terroristes ou insurgés au Mozambique.

La présence de Wagner nuit pourtant d'abord à l'armée russe!

Le ministre russe de la Défense Sergueï Choïgou a été très clair en disant que, parfois, Wagner faisait de l'ombre à l'armée russe, et que l'on ne pouvait résumer l'armée russe à la guerre hybride menée par Wagner.

L'on ne peut cependant guère comparer les centaines de mercenaires de Wagner avec le « dimensionnement » de l'opération *Barkhane* – avec ses 5100 militaires (réduits à 2500 en 2023, voire moins) les 3 drones – désormais armés –, les 7 avions de combat, dont 2 Rafales, 19 hélicoptères, plusieurs centaines de véhicules blindés – dont ceux de nouvelle génération Griffon, disposant d'une capacité de projection et dans le domaine de Intelligence, surveillance and Reconnaissance (ISR) grâce – il convient de le rappeler – à l'apport de nos partenaires américains et britanniques...

Il faut en conclure que la présence trop ostentatoire de Wagner peut paradoxalement gêner l'image d'une Russie qui se voudrait une grande puissance militaire globale, de laquelle participe l'ambition de renforcer les coopérations sécuritaires et militaro-industrielles bilatérales en Afrique.

Il convient aussi de rappeler que Wagner, comme toute société militaire privée (SMP), opère dans le cadre du phénomène mondial de l'externalisation et de la privatisation de la sécurité, comptant jusqu'à 1500 de ces sociétés à travers le monde, employant près d'un million de personnes. Ces SMP rapporteraient un chiffre d'affaires considérable, que le Secrétariat Général de la Défense et la Sécurité Nationale (SGDN) avait estimé, en 2010, entre 100 milliards et 200 milliards de dollars.

C'est donc un « business » avant tout, et les Russes s'emploient à prendre le leadership de ce secteur, en cherchant à concurrencer et à devancer les Américains, dans ce domaine. Alors que l'on évoquait – certes en

filigrane, mais quasi exclusivement – le cas de Blackwater, en Irak et en Afghanistan, dans les années 2000-2010, il est logique que l'on parle désormais – avec insistance – de Wagner. Il est d'ailleurs utile que les critiques que l'on adressait aux Américains et leurs mercenaires en Irak et en Afghanistan soient les mêmes que l'on adresse aujourd'hui, aux Russes, qu'il s'agisse de la Syrie, de l'Ukraine, de la RCA et sans doute du Mali demain...

La France s'est redéployée à partir de ses six bases du Nord du Mali (Tombouctou, Tessalit et Kidal ayant désormais été remises aux FAMA) vers les bases du sud du pays, en l'occurrence Gao, Ménaka. La France a ainsi rendu les clés de la base de Gossi aux Fama en avril dernier.

Or c'est précisément là où Wagner opère, comme en témoigne la tentative de manipulation éhontée autour de la création d'un faux charnier, trois jours après le départ des militaires français, visant à accuser ses derniers. Il aura ainsi fallu mettre quelque peu de côté une certaine discrétion opérationnelle en cours au niveau militaire français, pour noyer la polémique dans l'œuf, en diffusant la preuve de la tentative de manipulation de la SMP russe, via un drone de Barkhane.

Il convient cependant, d'ajouter également que la France met en place, depuis plusieurs semaines, une stratégie délibérée et assumée visant à décrédibiliser Wagner par rapport à son ancrage en Centrafrique. Le 13 décembre dernier, le fondateur de Wagner a été ciblé, Dimitri Outkine, un ancien membre des forces spéciales russes (Spetsnaz) dont le nom de guerre « Wagner » a donné le nom à la SMP russe qui avait été créée initialement sous le nom de « Groupe Slave ». Huit personnes issues de la direction de Wagner, dont son propriétaire Evgueny Prigojine, parfois surnommé le « cuisinier du Kremlin », eu égard au contrat de catering de la Présidence russe, ont également été ciblées par ces sanctions européennes. Il en va de même avec Valery Zakarov, le conseiller russe pour la sécurité du président centrafricain Faustin-Archange Touadéra,

La critique des forces armées françaises et des services de renseignements français s'est faite plus précise ces derniers jours, par le truchement d'un rapport de la DGSE mettant en exergue près de 200 exactions (pillages de ressources, vols, obtention illégales de licences d'exploitation minières au profit de concussions commises par les autorités de RCA, occupations illégales d'habitations, arrestations arbitraires, actes de tortures, viols, exécutions extrajudiciaires...) qui auraient été commises par Wagner depuis 2016.

La France ne pouvant le faire au Mali, par manque de preuves avérées, concentre ainsi ses critiques sur Wagner en Centrafrique. Implicitement, la Russie préfère aussi mettre les fautes sur cette société plutôt que sur celle de sa propre armée.

C'est logique et compréhensible. Moscou ne cherche-t-elle pas là faire la même chose en Ukraine, contrainte et forcée par la forte résilience des forces armées ukrainiennes?

E. D.